

Contact presse

Service de la communication

Gaëlle Talbot
Tél. : +33 (0)3 68 85 14 36
Fax : +33 (0)3 68 85 11 38
gaelle.talbot@unistra.fr
www.unistra.fr

20 mars 2013

Docteurs honoris causa « Nos valeurs d'engagement sont pleinement d'actualité ! »

Lundi 25 mars, l'Université de Strasbourg remettra le titre de docteur honoris causa à 3 personnalités internationales. Il s'agit de Madame Vaira Vike-Freiberga, présidente de la République de Lettonie de 1999 à 2007, de Monsieur Carlo Ginzburg, historien et de Monsieur Jafar Panahi, cinéaste. Ces trois personnalités ont en commun d'avoir fait preuve d'un engagement sans faille dans les différents milieux, politique, académique et artistique, où elles ont exercé leurs talents.

Dans une lettre ouverte parue dans les DNA du dimanche 17 mars, le collectif « Justice et liberté » conteste le bien fondé du titre décerné à Madame Freiberga, en indiquant que cela remettrait gravement en question les valeurs académiques et l'histoire de l'université. Il s'indigne de cette remise d'insigne au motif que Madame Freiberga « aurait un passé sombre en lien avec la réhabilitation de nazis en Lettonie ». Les nombreux titres et activités de Mme Freiberga prouvent au contraire son engagement à faire bouger les mentalités et les frontières et à construire une Europe de paix. Elle a notamment reçu le prix Hannah Arendt de la fondation Heinrich Boell en 2005 au titre de la réconciliation nationale dans son pays, le titre de Docteur honoris causa de l'Université d'Ottawa au Canada. Elle a été nommée ambassadrice spéciale pour la réforme de l'Organisation des Nations Unies en 2005 et fut candidate au poste de secrétaire générale de l'ONU en 2006. Elle est également membre du Council of Women World Leaders depuis 1999.

Oui, c'est un fait, elle a mené de nombreuses actions dans son pays pour regarder la vérité de son histoire en face, faire avancer le regard sur le passé, faire avancer la réconciliation.

Oui, elle a souhaité œuvrer à dépasser les frontières et les clivages, dans un pays à l'histoire complexe, qui n'est pas sans rappeler celle de l'Alsace. Est-ce cela que certains lui reprochent aujourd'hui ?

Simone Veil, que personne n'osera soupçonner de complaisance vis-à-vis de tous les totalitarismes, soutenait en 2009 la candidature de Mme Freiberga à la présidence de l'Union européenne en ces termes: « C'est une femme dont la hauteur de vues et les qualités morales et intellectuelles sont exceptionnelles.



20 mars 2013

Polyglotte, universitaire réputée, pétrie de culture européenne, ouverte et accessible, elle a eu le courage d'affronter toutes les questions posées par le douloureux passé de son pays et de l'Europe pour en faire une force tournée vers l'avenir. »

L'honnêteté et l'intégrité de Madame Freiberga sont évidentes et notoires, comme il est évident que cette lettre ne développe, en guise d'argumentaire, qu'un tissu d'accusations aussi malveillantes qu'elles sont infondées. Le procédé lui-même — celui de l'accusation publique, par voie de lettre ouverte — évoque bien, en revanche, un "passé sombre", et des pratiques que nous pensions appartenir à un passé révolu"

Enfin, l'Université de Strasbourg souhaite rappeler que le titre qu'elle recevra lundi prochain a fait l'objet d'un vote unanime du conseil d'administration de l'Université Robert Schuman en 2007, et que cette décision a été approuvée, comme c'est l'usage, par le ministère des affaires étrangères. Depuis cette date, personne — que ce soit un individu ou une organisation - ne s'en est ému, dans aucune de nos instances universitaires, ou dans la presse, à aucun moment depuis 2007.

Toute notre communauté universitaire est fondée sur le partage des valeurs et l'adhésion aux principes qui nous sont communs : liberté, partage, fraternité. Mon engagement en faveur de Pinar Selek a pu donner l'occasion de vérifier, si besoin était, que ces valeurs ne sont pas des vains mots ; à l'Université de Strasbourg, qui se flatte d'avoir compté parmi ses rangs des Marc Bloch ou des Jean Cavailles, on ne les manie pas à la légère. Les trois lauréats à qui nous décernerons lundi le doctorat honoris causa illustrent parfaitement ces valeurs, et de la manière la plus évidente qui soit. Une organisation qui porte le nom de "Justice et Liberté" ne peut mettre en doute la solidité de ces convictions sans faire naître à son tour le soupçon qu'elle ne fait elle-même, au lieu de défendre la liberté, qu'agiter l'eau trouble et brandir des épouvantails. Une fois encore, une fois de plus, c'est la liberté académique qu'on cherche à museler.

Le président de l'Université de Strasbourg
Strasbourg, le 20 mars 2012.